



Ceuta, un confetti d'Europe convoité !

Les 30 et 31 juillet 2026 entre 50 et 70 milles jeunes sont entrées dans Ceuta, l'une des enclaves espagnoles au Maroc. La majorité est passée par la mer.

Ceuta est un territoire espagnol autonome de 85 000 habitant·es. Il est composé d'une population mixte qui cohabite depuis fort longtemps : ressortissant·es espagnol·es, marocains, juifs et juives séfarades arrivé·es du Maroc (au moment où ils et elles ont été chassé·es d'Andalousie) et hindous venant de Gibraltar.

Ce mouvement de population brutal a provoqué l'émoi des habitant·es, de l'Espagne et de la communauté européenne. Il a cessé au bout de 2 jours : les 3/4 des personnes (principalement marocaines) rentrées à Ceuta, sont ressorties de l'enclave librement, mais encadrées par la police. Le 1/4 restant (originaire de l'Afrique subsaharienne) verra sa demande d'asile examinée. Ce mouvement de population aurait fait 77 morts.

Comment un tel évènement a-t-il pu se produire ?

Comment se fait-il que le Maroc n'ait pu empêcher ce mouvement, alors qu'à 40 km de là avaient lieu les festivités des 27 ans de règne de Mohamed VI ? Il semblerait que la circulation ait été organisée (cars, taxis) ainsi que le ravitaillement (nourriture, matériel pour la mer...). On a parlé de mafia des palmes et des bouées !

Quel a été le détonateur du départ ? Certains avancent que c'est un bruit qui a couru sur les réseaux : les portes seraient ouvertes et des autorisations d'entrer en Europe seraient données.

Néanmoins cet évènement permet d'analyser d'autres causes plus générales

L'Espagne est le seul pays d'Europe qui a une politique migratoire positive. C'est aussi l'un des rares pays où ne sévit pas un climat raciste anti-migrant·es alimenté par la plupart des politiciens et des médias comme en France et ailleurs, et l'Espagne est la cible des autres membres de l'UE. Elle a été critiquée récemment pour la régularisation de 500 000 personnes migrantes (déjà installées en Espagne) qui pourrait provoquer « un appel d'air » dont nous savons qu'il est un mensonge et un mythe.

Le Pacte européen n'a rien arrangé : il alimente la suspicion permanente anti-migrant·es, les discours et les pensées racistes et xénophobes, et il a durci la politique migratoire ce qui a entraîné une régression des droits fondamentaux. Cela a entraîné des réactions de défiance d'une partie des populations. Une presque unanimité s'est faite autour de la fermeture des frontières et de l'installation de « hubs » pour faire un premier tri des candidat·es qui demandent l'asile.

Par ailleurs plusieurs pays de l'UE ont des politiques contradictoires : ils sont contre l'immigration, mais en ont besoin pour leur économie. C'est ainsi que Georgia Meloni a régularisé 400 000 migrant·es, à la demande des employeurs.

22 pays ont signé une lettre à la Commission européenne le 1er août pour faire part de leur inquiétude face à la situation : ils ne souhaitent pas « des passages massifs et incontrôlés, l'instrumentalisation des migrations ou d'autres menaces hybrides créant l'impression qu'une entrée illégale dans l'Union européenne est possible ». La France, le Portugal, l'Irlande, le Luxembourg...et bien entendu l'Espagne n'ont pas signé, ce qui est positif.

Si on élargit encore le cercle des intervenants, les États-Unis et Israël ont depuis longtemps ciblé l'Espagne à cause de son soutien à Gaza et se permettent des propos déplacés à propos de cet incident.

Des réactions contrastées...

Devant le nombre, les habitant·es de Ceuta ont eu d'abord une réaction de rejet : ils et elles se sont clôturé·es chez eux et chez elles, les magasins ont été fermés, et même un caillassage des arrivant·es a eu lieu. Mais dès que la pression du nombre s'est atténuée, certain·es citoyen·nes ont été accueillant·es. La France, tout en soutenant l'Espagne, a instauré des contrôles renforcés à la frontière Franco-Espagnole.

Le Danemark, la Finlande et l'Italie ont demandé la suspension de l'Espagne de l'Espace Schengen (Ceuta et Melilla, bien que territoires espagnols, ne font pas partie de l'espace Schengen). C'est par contre la seule frontières que l'Europe partage avec l'Afrique.

Comme d'habitude les mouvements de droite extrême ont manipulé les opinions sur la base de l'émotion provoquée par les images.

...et celles des acteurs et actrices de terrains

Les acteurs et actrices solidaires et les opposant·es au régime marocain actuel pensent que la cause principale de cet événement est la misère économique et sociale de la jeunesse marocaine, abandonnée par l'État, qui l'a poussée vers Ceuta pour tenter de rentrer dans l'UE. Malgré une croissance économique régulière, la majorité de la population ne bénéficie pas de ses retombées. Les jeunes ne trouvent ni travail ni formation et rêvent de se rendre en Europe. S'y rajoute la forte répression après le mouvement Gen Z de 2025.

Les associations des droits humains marocaines, la LDH associée à Arci (Italie) et Novact (Espagne) et d'autres acteurs comme le Forum Social Maghrébin dénoncent cette situation et exigent une autre politique de l'accueil migratoire. Avec elles nous demandons que les politiques d'immigration soient fondées sur le respect des droits humains. La gestion des migrations ne doit pas être examinée uniquement sous l'angle sécuritaire et elle ne doit pas non plus reposer sur des critères économiques de type "immigration choisie" par l'État.

Les sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée doivent coopérer pour défendre les droits des personnes migrantes et combattre le racisme, la xénophobie et les discours de haine.

Nous ne voulons pas que l'UE, dont nous faisons partie, devienne une forteresse inatteignable. Elle doit changer sa politique migratoire : elle peut accueillir des migrant·es qui veulent s'établir dans l'UE et, même si ces critères ne sont pas les nôtres, rappelons qu'elle en a besoin sur le plan économique et démographique. C'est ce qui est largement compris par exemple dans l'État espagnol.

Dans la politique migratoire de l'Espagne nous soutenons le discours général et les principes, salutaires dans le contexte actuel, d'ouverture à la migration et au respect des droits fondamentaux des migrant·es. Cependant, nous ne partageons pas l'instauration par l'Espagne d'un filtrage des migrant·es considéré·es comme indésirables pour accéder au territoire de l'UE.

Nous rappelons notre défense intransigeante du principe fondamental du droit à la libre circulation et à la libre installation sur le territoire européen.